

Avenir des retraites : engageons le débat !



Après la réforme de 1993 et celle de 2003, imposées au nom de l'équité, le premier ministre a affirmé que la durée de cotisation pour un taux plein serait portée de quarante à quarante et un ans entre 2009 et 2012. M. Sarkozy l'a validé lors de sa récente intervention télévisée. Le gouvernement veut donc confirmer les orientations de 2003 sans qu'aucun bilan n'en soit tiré.

Force est de constater que nous assistons à une baisse importante des pensions qui va s'accroître dans les années à venir. Cette baisse touche tout particulièrement les femmes et menace les jeunes qui entrent de plus en plus tardivement sur le marché du travail. Alors que le gouvernement prône l'allongement de la durée de cotisation, les entreprises se débarrassent de leurs seniors et laissent se développer la pénibilité qui incite les salariés à partir plus tôt.

Le débat ne doit pas être escamoté

Loin de l'équité annoncée, la mesure d'allongement à 41 ans de la durée de cotisation, va accroître les inégalités et en créer de nouvelles. L'allongement de la durée d'assurance combinée à une entrée plus tardive dans le monde du travail, aura pour effet de réduire le niveau des retraites de 20 à 30 %. Les femmes, les plus faibles revenus, les salariés précaires en seront les premières victimes. Cet allongement va contribuer à affaiblir les mécanismes de solidarité et à fragiliser encore le modèle par répartition auquel nous sommes tous attachés.

Des questions légitimes se posent donc pour permettre la pérennisation du système de retraites par répartition :

- comment faire pour ne pas accroître les inégalités de retraites entre les hommes et les femmes ?
- comment faire pour ne pas pénaliser encore plus les pensions des victimes du chômage, de la précarité ou des carrières courtes ?
- comment faire pour que les jeunes générations ne paient pas au prix fort le prix des réformes ?
- comment ne pas laisser les retraités à l'écart de l'amélioration des conditions de vie ?
- pourquoi choisir comme axe « le travailler plus longtemps pour sauver sa retraite » alors que de nombreux salariés sont licenciés avant l'âge ou sont usés par un travail pénible ?

Nos organisations ont des approches différentes sur la manière de répondre au défi que représente le financement des retraites, mais toutes ont à coeur de préserver le système par répartition, de réduire les inégalités, de développer les droits sociaux.

Pour présenter leurs propositions, et construire la mobilisation nécessaire contre de nouvelles régressions, les unions départementales de la CGT, la FSU, l'UNSA, Solidaires, et FO organisent une soirée-débat unitaire en présence de :

- Pierre GROS** (Collectif confédéral retraite - CGT)
- Gérard ASCHIERI** (Secrétaire Général - FSU)
- Pierre KHALFA** (Secrétaire National - Union Syndicale Solidaires)
- Jean-Louis BESNARD** (membre du COR - UNSA)
- Philippe PIHET** (Secrétaire Général UD du Rhône - FO)

Jeudi 12 juin 2008 de 18h30 à 21h00

Bourse du Travail de Lyon

Place Guichard

(M° ligne B - Place Guichard)